



Pour une histoire maghrébine des oppositions juives au sionisme

Michèle Sibony, porte-parole de l'UJFP
Sophie Bessis, historienne et essayiste
Noureddine Dougui, historien et essayiste

« Comme il est étrange qu'une des graves menaces qui pèsent aujourd'hui sur les juifs, comme vous, moi et tant d'autres, soit celle d'une accusation en antisémitisme, suivie d'une éventuelle condamnation judiciaire. N'est-ce pas singulier ? »

HADDAD Gérard, 2025, *Éloge de la trahison. Lettres enflammées sur le devenir d'Israël*, Tunis, Cérès éditions, p. 41.

Ce texte propose des extraits choisis et retravaillés de la présentation publique de l'anthologie *Antisionisme, une histoire juive* (Syllepse, 2023), qui s'est tenue à la bibliothèque de l'IRMC le 10 mai 2024 en présence de Michèle Sibony, co-coordinatrice de l'ouvrage, invitée à discuter avec les historien·nes tunisien·nes Sophie Bessis et Noureddine Dougui par les organisateur·ices de la rencontre, Adrien Thibault et Kmar Bendana, chercheuse associée à l'IRMC.

La retranscription initiale des échanges a été réalisée par Selma Hentati ; la réécriture ultérieure et les notes d'édition ont été l'œuvre conjointe de S. Hentati, A. Thibault et des trois intervenant·es.



Adrien Thibault : Je suis ravi de voir tant de monde réuni à la bibliothèque de l'IRMC pour engager une discussion autour de l'ouvrage *Antisionisme, une histoire juive*, coordonné par Béatrice Orès, Michèle Sibony et Sonia Fayman. Sept mois après les attaques du Hamas du 7 octobre et le déclenchement de la guerre génocidaire menée par Israël à Gaza, il nous semblait important, en tant que centre de recherche français en sciences sociales implanté à Tunis, d'ouvrir un espace de réflexion et de débat sur le sionisme du point de vue du Maghreb, à rebours autant des confusions théoriques entre antisionisme et antisémitisme que des simplifications historiques qui prennent le 7 octobre comme point de départ de l'analyse. L'ouvrage qui nous donne l'occasion d'engager cette réflexion est paru en octobre 2023. Quoiqu'il ait évidemment été engagé bien en amont, il est donc

sorti dans un contexte historique particulièrement brûlant, à la fois favorable à l'inscription de la question palestinienne à l'agenda politique et médiatique international, et défavorable à une analyse froide et distanciée.

Les notions de sionisme et d'antisionisme sont aujourd'hui devenues particulièrement difficiles à mobiliser et à discuter en Europe et aux États-Unis. Or, elles sont centrales pour penser la question palestinienne depuis le début du XX^e siècle. La première force de l'ouvrage est ainsi de s'emparer de ces termes à contre-courant des idées reçues, pour nous rappeler que, d'un point de vue historique, l'antisionisme est d'abord une question juive : non seulement les juif·ves sont les premier·es à s'être opposé·es au sionisme à la naissance du mouvement à la fin du XIX^e siècle, mais cette opposition au sionisme était largement partagée parmi les juif·ves jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale.

La seconde force de cet ouvrage, c'est son caractère d'objet hybride, entre travail historique, geste militant et livre d'intervention. Il est accessible, puisqu'il s'agit d'une compilation d'une cinquantaine de textes courts, individuels ou collectifs, écrits entre 1885 et aujourd'hui, principalement par des intellectuel·les juif·ves, religieux·ses, universitaires ou militant·es. Si certain·es sont très connu·es, à l'instar de Léon Trotsky, Hannah Arendt ou Judith Butler, d'autres le sont beaucoup moins.

Un grand merci à nos invité·es d'avoir accepté au pied levé d'engager une réflexion, ancrée au Maghreb et dans la recherche historique, autour de cet ouvrage original, dont la finalité est précisément, je crois, d'inviter à la discussion.

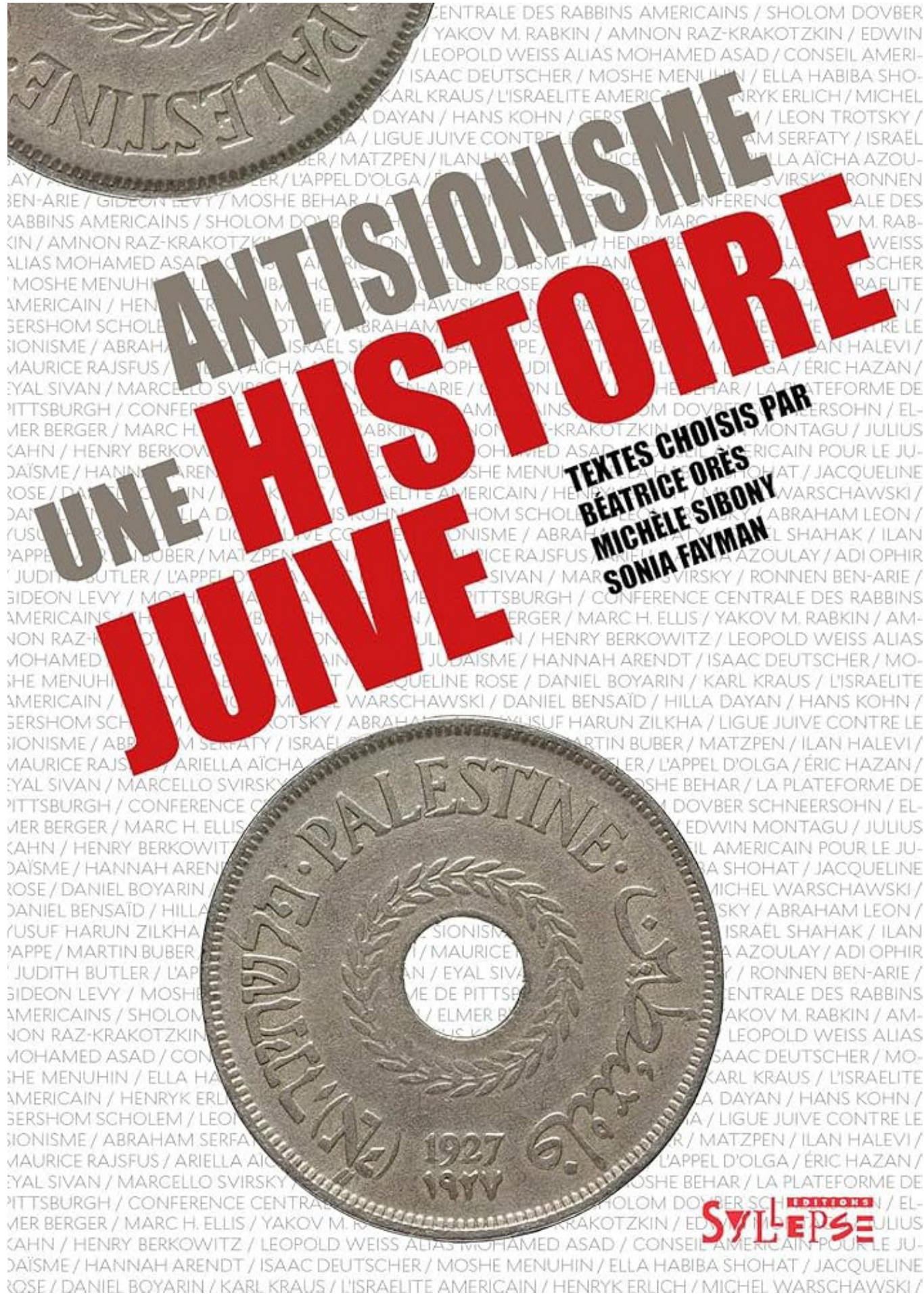
Kmar Bendana : Quelques renseignements sur nos invité-es et leurs itinéraires peuvent être importants pour mieux comprendre leurs points de vue. Notre première invitée, Michèle Sibony, est née à Rabat. Elle a vécu en Israël dans les années 1970, où elle a fait des études de lettres et de cinéma à l'Université de Haïfa. Elle est plus tard devenue enseignante et professeure de lettres en lycée professionnel dans la région parisienne. Elle est connue en Tunisie, où elle vient souvent, à travers la télévision, en sa qualité de porte-parole de l'Union juive française pour la paix (UJFP). Notre deuxième invitée, Sophie Bessis, est née à Tunis. Elle est agrégée d'histoire et a été rédactrice en chef de *Jeune Afrique*. Elle a notamment écrit une biographie de Bourguiba (2012 [1988], avec la contribution de Souhayr Belhassen), une *Histoire de la Tunisie : de Carthage à nos jours* (2019) et un petit livre auquel l'actualité donne aujourd'hui une importance particulière, *Je vous écris d'une autre rive. Lettre à Hannah Arendt* (2021 ; voir *infra*). Enfin, Nouredine Dougui, ancien directeur de l'Institut supérieur d'histoire du mouvement national (ISHMN), est né à Bizerte. Il a été professeur à l'Université de Tunis et directeur de l'enseignement supérieur. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Wassila Bourguiba. La main invisible* (2020) et *Salah Ben Youssef. Une légende tunisienne* (2024).

Contexte politique et genèse du livre

Michèle Sibony (MS) : Tout d'abord, merci à l'IRMC de cette invitation. Les trois signataires de ce travail sont toutes militantes de l'UJFP. Si je présente seule l'ouvrage aujourd'hui, mes deux coéquipières, Béatrice Orès et Sonia Fayman, n'ont pas eu une tâche mineure ; ce livre n'aurait pas existé sans elles, ni sans la précieuse collaboration du cinéaste et auteur Eyal Sivan, né en Israël et installé en France depuis 1985. Ayant déjà travaillé sur l'idée d'une anthologie de textes juifs antisionistes, ce dernier a mis à notre disposition ses premières recherches et nous a accompagnées sur le plan méthodologique – car nous sommes des militantes, et non des historiennes ou des expertes.

Ce projet est d'abord né du constat de l'absence d'ouvrages de ce type en français, alors qu'il en existe en anglais. Cette absence est à

Illustration 1.
Couverture
de l'ouvrage
*Antisionisme,
une histoire
juive*, paru en
octobre 2023 aux
éditions Syllepse.
© Syllepse



mettre en lien avec les difficultés de traduction auxquelles nous avons été rapidement confrontées : il y avait très peu de textes initialement écrits en français. C'est à l'honneur des éditions Syllepse de s'être attelées à la tâche difficile d'obtenir les droits de reproduction d'une cinquantaine de publications dans plusieurs pays et auprès d'éditeur-ices multiples.

Ce projet est aussi et surtout né d'un contexte politique particulier : celui d'un amalgame entre antisionisme et antisémitisme. Celui-ci s'est construit à partir du début des années 2000, au cours de la deuxième Intifada, en réaction à la révolte légitime des opinions mondiales contre l'écrasement de la résistance palestinienne, mais également à l'arrivée en politique d'une jeunesse arabe mobilisée pour la défense d'une cause internationale. Rappelons quelques dates-clés de la construction politique de cet amalgame en France. En 2003, le rapport Rufin, commandité par Nicolas Sarkozy, affirme que se développe dans les banlieues un « antisionisme radical », apparenté à de « l'antisémitisme par procuration »¹. La même année, l'Université de Jussieu vote une motion pour mettre un terme à ses relations avec des universités israéliennes ; alors qu'une manifestation est organisée en réaction, notamment par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), son président, Roger Cukierman, déclare que « l'antisionisme est le nouvel oripeau de l'antisémitisme ». En 2004, à Herzliya² (Israël), en présence de Sarkozy, le think-tank Reut présente sa stratégie de lutte contre l'antisémitisme, dans laquelle l'extrême-gauche est assimilée à l'islamisme et au terrorisme, et où les notions d'antisémitisme et d'antisionisme sont confondues. Plus récemment, c'est la déclaration d'Emmanuel Macron devant Benyamin Netanyahu lors de l'anniversaire de la rafle du Vélodrome d'hiver à Paris en 2017 (« nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est la forme réinventée de l'antisémitisme ») qui nous a décidées à élaborer cet ouvrage.

1. Voir le rapport de RUFIN Jean-Christophe, 2004, *Chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme*, Paris, Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales, p. 28.
2. Nom donné en référence à Theodor Herzl (1860-1904), fondateur du sionisme (voir *infra*).

L’on fait ainsi face à une forme de révisionnisme historique, puisque le sionisme a d’abord été majoritairement refusé par les juif-ves. Jusqu’à la Seconde Guerre mondiale, le monde juif, dans son écrasante majorité, était non sioniste, sinon antisioniste. Depuis la fin de la guerre, il ne l’est plus, mais de nombreux-ses juif-ves continuent de réfléchir et de s’opposer au sionisme. Devant l’étendue d’un corpus dont nous avons été les premières surprises, nous avons dû faire des choix pour aboutir à cet ouvrage – qui compte tout de même près de 400 pages.

Ce livre est sorti le 12 octobre 2023. Hélas, le moment meurtrier que nous sommes en train de vivre donne toute sa force aux textes antisionistes juifs que nous y présentons. Certains ont été écrits par des penseur-ses qui ont très tôt annoncé ce que le sionisme apporterait de problèmes et de catastrophes, et ont cherché des voies pour en sortir en proposant des solutions viables de coexistence. Tout au long d’un siècle de sionisme, et dès ses débuts, des juif-ves se sont exprimé-es (et continuent de le faire) pour alerter sur les dangers, pour les Palestinien·nes et les juif-ves, de cette idéologie et de ce régime. Les courants antisionistes juifs traversent ainsi le temps, mais également les espaces, entre Occident et Orient. Si tous·tes ne sont pas antisionistes de la même façon ou ne le sont pas resté-es, tous·tes ont, au moins à une période de leur vie, critiqué le sionisme comme porteur de danger pour la judéité, le judaïsme et la population palestinienne.

Cinq contre-arguments au sionisme

MS : Nous avons cherché quels étaient les principaux arguments du sionisme à l’encontre de l’antisionisme, et avons organisé les textes comme autant de réponses à ces arguments. Nous en avons identifié cinq, qui structurent l’ouvrage.

Dans la première partie, « Sionisme et judaïsme », nous rappelons qu’au départ, le sionisme est un mouvement plutôt athée et laïque. Le premier congrès sioniste de 1897 ne cherche pas du tout en direction de

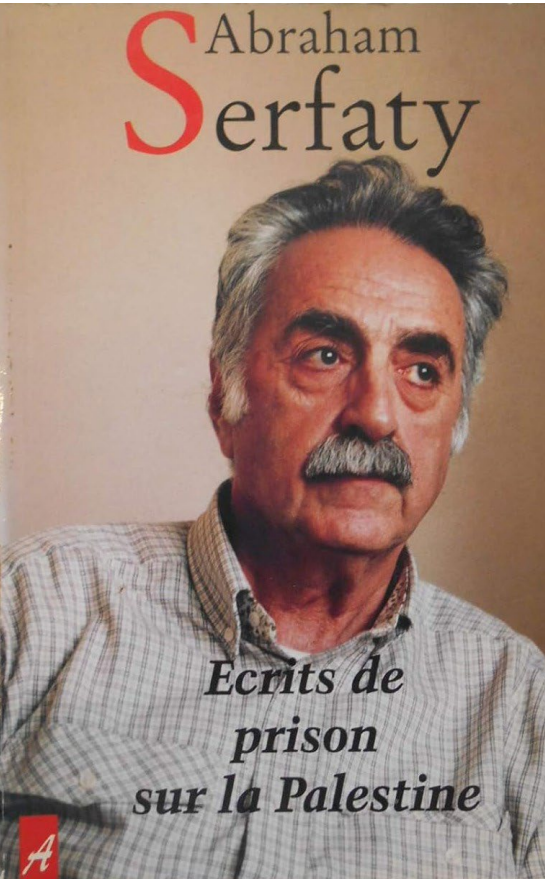
la Palestine, mais plutôt de l’Ouganda et de l’Argentine ; il cherche d’abord une terre à coloniser. Ce n’est qu’au cinquième congrès, en 1901, qu’est prise la décision d’ancrer le sionisme en Palestine en utilisant la Bible comme source historique et comme cadastre : il s’agit à l’époque de convaincre les juif-ves religieux-ses, alors majoritaires et très rétif-ves au mouvement sioniste. Depuis, celui-ci fait de deux mille ans de diaspora une parenthèse pour se présenter comme le retour du peuple juif dans l’histoire. Pour réfuter l’argument selon lequel « sionisme = judaïsme », cette première partie réunit des textes de grands rabbins et de théologiens juifs qui explicitent les distorsions de sens opérées par le sionisme.

La deuxième partie s’intitule « Sionisme et question nationale ». L’un des arguments du sionisme, c’est que les juif-ves ont été banni-es de l’Histoire, et doivent y reprendre leur place pour devenir un peuple comme les autres. Conformément à l’émergence des États-nations au XIX^e siècle en Europe, qui revendiquaient un peuple, une langue, une culture et une religion communes sur une terre commune, « *Am Yisrael* » (« le peuple d’Israël » dans la Bible) prend alors une dimension nationale au sens moderne. La question nationale et sa pertinence sont abordées très différemment selon l’engagement des auteur·ices, selon qu’ils et elles se placent dans une approche internationaliste, orthodoxe, libérale ou assimilationniste. Le courant internationaliste par exemple, très important, s’incarne autant dans le Bund (l’Union générale des travailleurs de Lituanie, de Pologne et de Russie, premier parti politique juif socialiste et laïque qui avait vocation à représenter la minorité juive de l’Empire russe), qui appelle en 1903 et 1905 à la « lutte contre le sionisme dans toutes ses manifestations et nuances », que dans la Ligue communiste juive irakienne. Cette partie comprend d’ailleurs un texte d’Ella Shohat³, israélienne d’origine irakienne vivant désormais aux États-Unis, qui a posé les bases intellectuelles du mouvement dit *mizrahi* en Israël, c’est-à-dire celui des juif-ves orientaux·ales, qui reconnaissent leur oppression par l’establishement ashkénaze et la nécessité de faire alliance avec les Palestinien·nes.

La troisième partie, « Sionisme et antisémitisme », réfute l’argument selon lequel le sionisme serait la solution à l’antisémitisme. L’État juif se présente comme le refuge de tous·tes les juif-ves du monde contre les persécutions antisémites. Selon cette logique, toute remise en question d’Israël constitue une menace existentielle pour les juif-ves ; autrement dit, remettre en question cet État-refuge, c’est être antisémite. Dans cette section, beaucoup d’auteur·ices soulignent les similitudes entre la solution antisémite européenne et la solution sioniste : se débarrasser des juif-ves dans le premier cas, ou partir volontairement en créant son propre État-nation dans le second. Car les juif-ves, à la fin du XIX^e siècle, réactivent une idée chrétienne⁴ du XVIII^e siècle, celle du retour en Palestine. Cette section contient également un texte de Daniel Bensaid (1946-2010), philosophe trotskiste français de père algérien, qui souligne que le combat contre l’antisémitisme ne passe pas par le combat contre l’antisionisme mais, au contraire, par l’opération d’une distinction claire entre juif-ves d’Israël d’un côté et État sioniste de l’autre, et a *fortiori* par la distinction entre la diaspora juive et l’État d’Israël⁵. Elle contient enfin un texte de la sociologue israélienne installée aux Pays-Bas Hilla Dayan (née en 1972), petite-fille de juif-ves du Maroc ayant émigré en 1947, dans lequel elle se livre à l’examen du nouvel esprit du sionisme, qu’elle nomme « néo-sionisme ». Elle y écrit notamment que « [l]e dissident israélien » est devenu « ce qu’était pour le nazi le Juif, éternel “ennemi de l’intérieur” »⁶, et dénonce l’assimilation et l’identification forcée de la diaspora juive mizrahie aux juif-ves européen·nes blanc·hes.

La quatrième partie, « Sionisme, impérialisme et colonialisme », rappelle que les sionistes revendiquaient initialement de façon décomplexée le caractère colonial de leur entreprise⁷ et l’aide des puissances impériales. Aujourd’hui, ils et elles considèrent en revanche que les antisionistes qui critiquent la politique colo-

Illustration 2. Couverture des *Écrits de prison sur la Palestine*, publiés aux éditions Arcantère en 1992. L’ouvrage rassemble les réflexions d’Abraham Serfaty rédigées entre 1981 et 1985 dans la prison de Kénitra, et fera l’objet d’une réédition, à paraître en octobre 2025 aux éditions Syllepse. © Arcantère/Gallica



niale israélienne et son alliance avec les puissances impérialistes ne visent qu’à délégitimer Israël. Cette section contient notamment des textes des Ligues juives communistes d’Irak et d’Égypte contre le sionisme, publiés au sortir de la Seconde Guerre mondiale, selon lesquels l’installation d’un État juif au cœur du monde arabe sert d’abord les intérêts de l’impérialisme mondial : permettant de détourner la lutte contre le colonialisme vers les masses juives et d’ainsi « créer une barrière derrière laquelle le colonialisme peut se cacher, préserver ses privilèges, et continuer à exploiter et empiéter sur le sang des peuples arabes », le sionisme est vu par exemple par la Ligue irakienne comme l’« agent du colonialisme » et l’« ennemi des Arabes-juifs »⁸. Cette partie reprend également une lettre écrite en 1970 par Abraham Serfaty (voir *ill.* 2), ingénieur marocain juif fondateur

3. SHOCHAT Ella H., 2006, *Le sionisme du point de vue de ses victimes juives : les juifs orientaux en Israël*, Paris, La Fabrique ; in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *Antisionisme, une histoire juive*, Paris, Syllepse, p. 143-146.

4. RAZ-KRAKOTZKIN Amnon, 2007, *Exil et souveraineté : judaïsme, sionisme et pensée binationale*, Paris, La Fabrique, p. 58-61 ; in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *op. cit.*, p. 91-93.
5. BENSÂID Daniel, 2018 [2005], *Fragments mécréants : mythes identitaires et république imaginaire*, Paris, Lignes, p. 90-92 ; in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *op. cit.*, p. 187-189.
6. DAYAN Hilla, 2005, « Quand le néosionisme rencontre le racisme européen », *Ici et ailleurs* (site web) ; in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *op. cit.*, p. 191-195.
7. Voir l’article d’Arthur Asseraf *infra*, p. 57-61.
8. AL RAWI Abdelatif, 1946, « La Ligue (pour la lutte) contre le sionisme en Irak 1945-1946. Études et documents », *La gauche irakienne et la question de Palestine* (en arabe), Damas, s. éd., p. 119-120 ; in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *op. cit.*, p. 225-227.



Illustration 3. Rencontre-débat du 10 mai 2024 à la bibliothèque de l'IRMC, autour de l'ouvrage *Antisionisme, une histoire juive*. De gauche à droite, les historien·nes Sophie Bessis et Nouredine Dougui, la co-coordinatrice de l'ouvrage Michèle Sibony, et les organisateur·ices de la rencontre, Adrien Thibault et Kmar Bendana. © IRMC/Besma Ouraïed

de Ilal Amam⁹, dans laquelle il dénonce le « crime contre le judaïsme et contre toute l'humanité qu'est le sionisme » et défend l'objectif d'une « Palestine laïque, unifiée et démocratique », multiconfessionnelle et égalitaire, dans un monde arabe débarrassé de l'impérialisme¹⁰.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage (« Le sionisme... et après ? ») regroupe des textes qui ouvrent des perspectives en exposant des solutions binationales ou fédérales. Le texte d'Éric Hazan (dont la mère est née en Palestine et le père en Égypte) et d'Eyal Sivan¹¹ expose par exemple le projet d'un « État (laïque) commun à tous ses citoyens », critiquant la notion de « partition » pour lui opposer celle de « partage ». Cette section contient également un texte cosigné par Ariella Azoulay¹², théoricienne de l'image qui revendique son identité juive arabe, qu'elle tient de ses deux parents (par sa mère palestinienne et son père algérien), et qui s'est notamment illustrée en prenant position contre les « omissions majeures » du rapport

Stora¹³. En conclusion de son texte coécrit avec Adi Ophir, elle explique que sa position de juive orientale l'oblige à rêver à un « État a-national » en « Palestine-Eretz Israel », puisant sa légitimité dans une société civile composée de tous·tes ses citoyen·nes, sans unicité ni identité culturelle ou linguistique.

(A)sionisme et antisionisme(s)

Sophie Bessis (SB) : Merci pour cette invitation. Il est très important que l'on se réunisse pour discuter de cette question aujourd'hui plus inflammable, plus incandescente que jamais. Ce livre vient à point nommé pour livrer les éléments d'une histoire trop peu connue : l'histoire juive de l'antisionisme. Ce terme est né pratiquement en même temps que le sionisme ; il apparaît dans des textes qui ont plus d'un siècle. Le livre qui nous est présenté montre bien qu'il recouvre une pluralité de positionnements politiques, à travers les différentes colorations qu'il peut prendre : antisionisme religieux, laïque, anti-impé-

rialiste, communiste, libéral... Parmi les auteur·ices figurant dans l'ouvrage, certain·es ne se définissent même pas forcément comme antisionistes mais comme a-sionistes. Hannah Arendt, par exemple, dit dans plusieurs de ses textes n'être ni sioniste, ni antisioniste.

Nouredine Dougui (ND) : Je remercie à mon tour l'IRMC de m'avoir invité à cet échange. Je tiens à commencer par saluer la parution de ce livre. Ce dernier a éveillé en moi une curiosité réelle sur des questions que je ne connaissais pas suffisamment. En effet, si le sionisme est établi en tant que doctrine, si son projet politique, ses références et ses réseaux sont connus partout dans le monde, l'antisionisme ne l'est pas. Il est même sans doute particulièrement mal connu dans le monde arabe, et notamment en Tunisie. J'ai compris que ce livre voudrait ouvrir la voie à une contre-histoire, c'est-à-dire à une histoire qui remettrait en question cette doctrine. Cependant, le sionisme, au-delà des soutiens politiques dont il a bénéficié, a également joui du soutien intellectuel des théoricien·nes qui ont justifié, légitimé et promu ce projet, ce qui explique son succès politique. L'inverse n'est pas vrai : l'antisionisme a donc besoin d'être théorisé, contextualisé, et éventuellement, d'une certaine manière, médiatisé. Cet ouvrage contribue incontestablement à faire connaître et à diffuser les fondamentaux de l'antisionisme.

À la lecture du livre, les porteur·es de ce projet s'avèrent très nombreux·ses. Le livre présente une biographie succincte des différentes personnalités qui ont pris position et critiqué le sionisme. Parmi elles, j'aurais distingué trois catégories : les intellectuel·les indépendant·es, académicien·nes, savant·es, figures du monde des sciences ; les personnalités politiques ; enfin, une dernière catégorie plus diverse se compose de rabbins, d'hommes d'affaires, de magistrats, de jeunes militant·es, etc., réuni·es sous forme d'associations ou de syndicats.

Sans entrer dans le détail des courants qui traversent le sionisme, je voudrais faire une observation relativement à l'évolution des positions antisionistes dans le temps. En parcourant le livre, j'ai constaté que l'antisionisme n'est pas un mouvement uniforme, mais que son évolution dans le temps est au contraire discontinue. À cet égard, il me semble néces-

saire de distinguer l'antisionisme militant de l'antisionisme *de circonstance*. J'entends par là les prises de position motivées par des épisodes de violence extrême, tels le massacre de Sabra et Chatila perpétré après l'invasion du Sud-Liban par l'armée israélienne en 1982. À ce moment-là, l'on a assisté à une levée de boucliers à l'échelle mondiale, et l'antisionisme a gagné en importance. Signalons également que l'antisionisme, en suivant la chronologie des textes, a fortement diminué après 1929, et encore davantage après la Shoah. Il y a eu, en quelque sorte, un passage à vide de l'antisionisme, avant que celui-ci ne soit ravivé par la création de l'État d'Israël en 1948.

Pourquoi le sionisme est devenu majoritaire dans le monde juif

SB : Michèle Sibony disait à juste titre que l'antisionisme a été pendant très longtemps majoritaire au sein du monde juif. La question centrale, mais complexe, est donc de savoir à quel moment se situe la rupture, et pourquoi le sionisme a gagné. La rupture fondamentale est celle de l'avènement du nazisme en 1933, puis du passage à la « solution finale » à partir de 1941. Cet événement traumatique, ce « crime des crimes » puisque six millions de juif·ves ont été exterminé·es, a eu deux conséquences, liées entre elles. La première a été l'adoption du projet sioniste par une majorité de juif·ves, désormais convaincu·es que seul un État leur appartenant en propre pouvait les protéger. La seconde a été la légitimation par les Européen·nes et les Américain·es de la création de l'État d'Israël.

Plus encore, le soutien au nouvel État est apparu, pour l'Europe en particulier et l'Occident en général, comme une façon de se disculper vis-à-vis des juif·ves survivant·es, après avoir refusé de voir la réalité de l'extermination. Pour les responsables et les complices du génocide, et plus généralement pour toutes celles et tous ceux qui s'étaient réfugié·es dans l'indifférence, cet appui était censé payer leur dette. Le problème est que ce sont les Palestinien·nes – qui n'y étaient pour rien – qui ont porté le poids de cette dette. Edward Saïd, dans l'un de ses écrits, résume en partie la tragédie palestinienne : le drame des Palestinien·nes, c'est d'être les « victimes

9. Voir l'article d'Inès El alami *infra*, p. 63-69.

10. SERFATY Abraham, 1970, « Lettre à Emmanuel Lévyne », *Tsedek*, n° 101, janvier, p. 8-11 ; in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *op. cit.*, p. 243-248.

11. HAZAN Éric, SIVAN Eyal, 2012, *Un État commun entre le Jourdain et la mer*, Paris, La Fabrique ; in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *op. cit.*, p. 315-318.

12. AZOULAY Ariella, OPHIR Adi, 1998, « Les restes de l'Europe », *Resling*, n° 5, p. 5-13 ; in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *op. cit.*, p. 293-302.

13. Voir notamment sa lettre ouverte à Benjamin Stora : « *Moi, juive algérienne, je n'ai pas oublié les crimes coloniaux de la France* », *UJFP.org*, 16 février 2021.

des victimes »¹⁴. En se lavant ainsi de son crime, l’Europe retrouvait l’innocence qu’elle avait perdue et pouvait à nouveau se réclamer des principes universels dont elle revendiquait la paternité. Mais cette sorte de blanchiment a pour condition que l’État des survivant·es, comme a longtemps été présenté Israël, demeure éternellement innocent. L’on assiste depuis à la fabrication européenne de la figure d’Israël comme figure d’innocence – ce qui devient néanmoins de plus en plus compliqué.

Il existe, parmi d’autres, une deuxième explication au soutien pratiquement inconditionnel de l’Occident à Israël. Il faut faire un peu d’histoire pour la comprendre¹⁵. Alors que, pendant des siècles, les juif·ves ont incarné en Europe la figure de l’Orient, qu’on les renvoyait constamment à cette origine et qu’ils et elles étaient le visage de l’altérité, cette appartenance stigmatisante a commencé à être remise en cause par les intellectuel·les juif·ves européen·nes du XIX^e siècle, qui se voulaient totalement et seulement européen·nes, et partageaient l’idéologie coloniale dominante de l’époque. Le journaliste viennois Theodor Herzl, dans *L’État des Juifs*¹⁶, présente ce projet comme un morceau d’Occident destiné à faire reculer la « barbarie » orientale. À partir de la création de l’État d’Israël, ce renversement spectaculaire de perspective – qui va à l’encontre de toute l’histoire de l’antisémitisme européen – est largement partagé en Europe. Israël est désormais considéré et se considère comme la pointe avancée de l’Occident au cœur d’un Orient hostile. Pour les Occidentaux·ales, cette part d’elles et eux-mêmes doit à tout prix être défendue, d’autant qu’elle leur permet de protéger leurs intérêts dans la région.

MS : La grande rupture est effectivement celle du nazisme. L’on peut considérer que, dans l’extermination des juif·ves d’Europe, ce sont d’abord celles et ceux qui n’ont pas voulu partir qui ont été anéanti·es, c’est-à-dire celles et ceux qui n’étaient pas sionistes. Bien sûr, je ne dis pas que les antisionistes ont

tous·tes été tué·es à Auschwitz, mais l’on sait qu’en Pologne et en Russie, il y avait des mouvements sionistes et des juif·ves qui se sont rendu·es en Palestine dès le début du siècle. À l’inverse, une grande partie du monde juif qui s’opposait au sionisme, à l’instar du Bund, a été détruite par la Seconde Guerre mondiale, ce qui n’a pas facilité la tâche de l’antisionisme. Une autre rupture s’est produite en 1967, qui a fait basculer beaucoup de communautés juives dans le sionisme, en Europe et dans le monde, et généré une sorte d’identification entre judaïsme et sionisme. On touche là au problème majeur auquel nous avons été confrontées au cours de notre travail : comment parler de l’antisionisme sans nous retrouver face à l’obligation de raconter le sionisme ? Notre propos n’était pas de raconter l’histoire du sionisme, mais bien celle de l’antisionisme. Voilà pourquoi nous avons procédé en partant des reproches que le sionisme adresse à l’antisionisme, pour pouvoir introduire nos textes comme autant de réponses. Nous voulions laisser les textes parler.

Illustration 4. Les obsèques du grand rabbin de Tunis Jacob Boccara (1843-1941) à la synagogue de Tunis, en janvier 1941. Il co-fonde la première association sioniste en Tunisie en 1910 (*Agoudat Zion*) et participe au X^e congrès sioniste de Bâle en 1911. © wikipedia



Juif·ves *mizrahim* et nationalismes arabes

SB : Il me semble d’autant plus important que cette discussion ait lieu à Tunis, c’est-à-dire dans une région, le monde arabe, où existe une confusion majoritaire entre les termes « juif·ve » et « sioniste » – les deux étant devenus pratiquement synonymes. Pour une partie non négligeable de l’opinion, tout·e juif·ve serait ontologiquement sioniste. Cet apparemment est l’une des raisons ayant fait qu’à partir de la création d’Israël en 1948, les juif·ves d’Orient (qui étaient environ un million à la fin de la Seconde Guerre mondiale) ont été considéré·es par la plupart des régimes arabes comme une « cinquième colonne » de l’État sioniste naissant. Cette stigmatisation a beaucoup joué dans le départ sans retour de l’immense majorité des *mizrahim*, les juif·ves d’Orient – à ne pas confondre avec les séfarades, qui sont les juif·ves originaires de la péninsule ibérique (Espagne et Portugal). Les « indigènes », les « *Twensa* » en Tunisie, sont des *mizrahim*. On a tendance à mettre dans « séfarade » tout ce qui n’est pas « ashkénaze », ce qui est une erreur¹⁷.

En outre, les régimes arabes issus des indépendances ont tous été influencés par le nationalisme arabe. Or, comme tout nationalisme, ce dernier s’est attaché à éliminer des pays arabes toute pluralité, toute altérité, en poussant leurs minorités au départ. Tous les nationalismes dans l’histoire se sont voulus créateurs de pays ethniquement et/ou religieusement homogènes. Israël en est aujourd’hui une tragique illustration. C’est pourquoi, dans ma *Lettre à Hannah Arendt* (voir *ill. 5*), j’emploie le terme d’« ennemis complémentaires », que j’emprunte à Germaine Tillon qui parlait de la France et de l’Algérie, pour qualifier le sionisme et les nationalismes arabes. Un des paradoxes difficiles à reconnaître réside dans le fait que les régimes issus de ces derniers, en se débarrassant des *mizrahim*, ont aidé Israël à se peupler et à se renforcer démographiquement. Certes, l’Agence juive, ce bras séculier de l’immigration juive en Israël, porte une lourde part de responsabilité dans ces départs, mais elle n’a pas été la seule ; il y a co-responsabilité dans

Illustration 5. Couverture de l’ouvrage *Je vous écris d’une autre rive. Lettre à Hannah Arendt*, paru en 2021 aux éditions Elyzad (Tunis). Cet essai engage un dialogue critique et personnel avec Hannah Arendt sur sa lecture du sionisme et son déni de l’existence d’un judaïsme oriental. © Elyzad



le fait que le monde arabe a été vidé de ses juif·ves. Seul le dépassement du nationalisme peut déboucher sur une solution durable en Israël/Palestine. En disant cela, je n’oublie pas qu’aujourd’hui, le nationalisme de l’occupant est autrement plus meurtrier que celui de l’occupé.

ND : Sophie Bessis vient de pointer la confusion souvent opérée entre sionistes et juif·ves – au niveau non seulement de la population mais aussi, souvent, de l’élite. C’est une réalité que l’on ne peut que déplorer. Elle a également dit que le nationalisme arabe a aidé à la création de l’État d’Israël et à son peuplement. Certes, mais, s’agissant de la Tunisie, il convient de nuancer ce constat. Celle-ci a en effet adopté une position iconoclaste et pris une certaine distance par rapport au nationalisme arabe, pour deux raisons. D’une part, le mouvement nationaliste, qui se préparait à prendre le pouvoir, a tenté de séduire la communauté juive pour qu’elle reste – alors que les raisons de partir étaient nombreuses, et que le départ se faisait souvent non pas en direction d’Israël, mais de la France. À cette fin, et peut-être dans son jeu d’acrobate, le mouvement

14. Pour la version anglaise originale, voir Saïd Edward W., 1991, « *Reflections on Twenty Years of Palestinian History* », *Journal of Palestine Studies*, vol. 20, n° 4. Pour la traduction française, voir « *Les Palestiniens, victimes des victimes* », *Le Monde*, 27 mai 1998, traduit de l’anglais par S. Gleize.

15. Quelques mois après ce débat à Tunis, l’intervenante a publié un essai qui revient sur ce point : Bessis Sophie, 2025, *La civilisation judéo-chrétienne, anatomie d’une imposture*, Paris, Les Liens qui libèrent.

16. Herzl Theodor, 1990 [1896], *L’État des Juifs*, Paris, La Découverte, traduit de l’allemand par C. Klein. Theodor Herzl a été à l’initiative de la création de l’Organisation sioniste, fondée en 1897 lors du premier congrès sioniste qui s’est tenu à Bâle (voir *ill. 4*).

17. Voir l’article d’Adrien Thibault *infra*, p. 71-79.

nationaliste a notamment coopté à deux reprises un ministre juif¹⁸. D'autre part, j'ai lu les papiers de Sadok Mokaddem, qui a été le deuxième ministre tunisien des Affaires étrangères (1957-1962) après Bourguiba. Avant ce poste, il était ambassadeur de Tunisie au Caire. Il avait deux missions : la première était de régler le problème de Salah Ben Youssef¹⁹ dont il était le cousin ; la seconde était de défendre les juif-ves tunisien-nes établi-es au Caire et à Alexandrie, qui faisaient l'objet de discriminations de la part des *mukhabarat*²⁰.

Je voudrais faire une autre remarque relativement au nationalisme tunisien. Le postulat du livre, selon lequel le sionisme n'a pas gagné en popularité partout dans le monde et était même très minoritaire au sein de la communauté juive à travers le monde jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, mériterait d'être étayé, notamment vis-à-vis des communautés du monde arabe. Le sionisme y était en effet particulièrement actif non seulement au niveau des masses, mais surtout au niveau des élites. Il y a eu des échanges acerbes entre les porteur-es du projet sioniste d'un côté et les nationalistes tunisien-nes de l'autre. Parmi ces dernier-es, il faut en outre distinguer deux tendances : le Destour était antisioniste, tandis que le Néo-Destour était relativement proche des thèses sionistes. Je le dis dans mon dernier ouvrage : Salah Ben Youssef – le numéro deux du Néo-Destour, le second de Bourguiba et son rival – a tenu en 1947 un discours à la Zitouna²¹ qui a été qualifié de « sioniste » par les destouriens. Sa publication lui a même attiré les foudres de plusieurs nationalistes, qui l'ont accusé d'avoir été soudoyé par les milieux sionistes. Dans les années 1930-1940, il y avait donc un débat particulièrement vivace en Tunisie autour de cette question, et pour cause.

Je termine par une dernière observation au sujet du corpus politique dans lequel les textes ont été puisés : leurs auteur-ices proviennent essentiellement de l'Europe et des États-Unis, mais aussi de deux États arabes, à savoir l'Irak



Illustration 6. Arrivée de Marocain-es juif-ves au port de Haifa dans les années 1950. © h24info.ma

et l'Égypte – et accessoirement du Maroc, à travers une personnalité politique marxiste, Abraham Serfaty, qui a pris une position personnelle. En Irak et en Égypte, ce sont au contraire les partis communistes qui ont pris position, et ce au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cependant, après la création de l'État d'Israël, ils se sont finalement alignés sur la position de l'Union soviétique, qui a reconnu Israël. Les collègues historien-nes spécialistes du communisme pourraient abonder dans le même sens à propos du Parti communiste tunisien (PCT). Celui-ci avait trois composantes : la composante européenne, la composante juive et la composante arabe/musulmane. De même qu'en Irak et en Égypte, la plupart des hommes du PCT se sont alignés sur la position de l'Union soviétique en 1948, qui a entériné le projet de « partage » – ou de « partition », selon le terme employé aujourd'hui.

MS : Sophie Bessis a beaucoup parlé du rôle des régimes arabes dans les départs des juif-ves. Pour autant, il faut sûrement également distinguer ces régimes selon leur nature et les contextes historiques : le départ des juif-ves du Maroc (*voir ill. 6*), par exemple, dans lequel le sionisme n'a pas joué un rôle mineur, n'est pas celui des juif-ves d'Algérie.

Au-delà, sur la question du monde arabe, les deux textes des Ligues communistes juives irakienne de 1946 et égyptienne de 1947, qui figurent dans l'ouvrage, me semblent fondamentaux. Certes, tout a changé après 1948 ; mais le moment de la décolonisation favorise l'émergence de nationalismes anticolonialistes que l'on ne peut pas assimiler à des nationalismes ethno-raciaux. Hans Kohn (1891-1971), historien et juriste co-fondateur de Brit Shalom, compare les discours sionistes sur les révoltes arabes à ceux de la presse réactionnaire britannique et française contre les mouvements de libération nationale²². Il fait une différence entre le mouvement nationaliste juif sioniste, qui critique les révoltes arabes, et les mouvements nationaux de décolonisation chinois, indiens et égyptiens. C'est une différence essentielle.

SB : Il me faut d'abord lever une ambiguïté et préciser ma pensée : je veille toujours à faire la distinction entre lutte de libération nationale et nationalisme, qui sont deux choses différentes. Du fait de la colonisation, la première a représenté une exigence historique pour les peuples soumis à l'impérialisme. Le nationalisme, en revanche, est une idéologie, et est donc discutable comme telle. D'ailleurs, toutes les luttes de libération nationale n'ont pas été nationalistes ; je pense par exemple à celle de l'ANC²³ en Afrique du Sud, qui a été une lutte de libération non nationaliste dans

la mesure où ses dirigeant-es ont estimé dès le départ que toute personne née dans le pays était légitimement sud-africaine, sans distinction de race ni de religion. Leur revendication a été l'égalité entre tous-tes les citoyen-nes, seule possibilité de mettre fin à l'apartheid. En revanche, y compris en Tunisie, le caractère arabo-musulman des États arabes a été considéré comme exclusif de toute autre dimension, ce qui a contribué à reléguer les minorités au statut de citoyen-nes de seconde zone.

Par ailleurs, je voudrais compléter ce qui a été dit au sujet des Irakien-nes juif-ves. Ces dernier-es représentent un cas particulier, puisqu'ils et elles ont produit une concentration très importante d'intellectuel-les, totalement arabophones, ce qui leur a fait penser qu'ils et elles pouvaient s'intégrer. Certain-es d'entre eux et elles ont été nationalistes arabes, comme l'a expliqué Naïm Kattan dans son livre *Adieu, Babylone. Mémoires d'un Juif d'Irak* (1975), une autobiographie remarquable. En effet, au contraire du panislamisme, le nationalisme arabe ne faisait pas de la religion le critère d'appartenance à la « nation arabe », et nombre de ses théoriciens étaient chrétiens. Kattan raconte comment, dans sa jeunesse, il a été séduit par cette idéologie qui ne l'excluait pas *a priori*, et comment les nationalistes arabes n'ont pas voulu de lui. En outre, il ne faut pas oublier qu'en juin 1941 a été perpétré un pogrom particulièrement meurtrier, le « Farhoud », à Bagdad. Les Irakien-nes juif-ves ont été déchiré-es entre leur attachement à leur pays et le rejet qu'ils et elles ont subi de la part des nationalistes irakien-nes. En 1948, l'Agence juive a utilisé ce déchirement pour accélérer l'émigration juive vers Israël, qui s'est effectuée dans des conditions tragiques.

Je voudrais conclure sur une note plus personnelle, en lien avec ce que nous venons de discuter. Dans un long article écrit en 2012, alors que nous croyions encore aux promesses révolutionnaires, je récusais l'appellation de « juive tunisienne ». Je ne suis pas une juive tunisienne mais une Tunisienne appartenant à la minorité juive, et l'ordre des mots a son importance. Dire « juif tunisien » donne une place secondaire à l'appartenance natio-

18. Albert Bessis, grand-père de Sophie Bessis, a été ministre de l'Urbanisme du gouvernement Tahar Ben Ammar de l'autonomie interne (1955) à l'Indépendance (1956). Devenu Premier ministre en 1956, Bourguiba a nommé André Barouch en remplacement d'Albert Bessis jusqu'en 1957.

19. Sadok Mokaddem a été chargé de demander aux autorités égyptiennes de mettre fin à l'activisme politique de Salah Ben Youssef, ancien compagnon de lutte de Bourguiba. Passé, à partir de 1955, dans l'opposition, et réfugié au Caire, Ben Youssef a bénéficié de l'appui de Nasser dans son projet visant à renverser Bourguiba.

20. Services de renseignement égyptiens.

21. Discours prononcé le 5 décembre 1947. Voir les archives de la Résidence générale de France à Tunis, vol. 1870, lettre du résident général au ministre des Affaires étrangères français datée du 10 décembre 1947.

22. KOHN Hans, 1929, « Le sionisme n'est pas le judaïsme », in B. Orès, M. Sibony, S. Fayman (coord.), *op. cit.*, p. 205-208.

23. Congrès national africain (en anglais : *African National Congress*). Fondé en 1912 en Afrique du Sud pour défendre les intérêts de la majorité noire contre la minorité blanche, il est interdit par le Parti national pendant l'apartheid de 1960 à 1990. Il accède au pouvoir en 1994 avec les premières élections multiraciales et l'arrivée de Nelson Mandela à la présidence.



Illustration 7. Manifestation de soutien à l’occasion du passage de la caravane *al-Soumoud* à Sfax (Tunisie) le 16 juin 2025. Au premier plan, deux rabbins ultra-orthodoxes brandissent slogans et symboles antisionistes. Ils appartiennent à l’organisation *Neturei Karta* (« les gardiens de la cité »), groupe antisioniste fondé en 1938 à Jérusalem/Al-Qods. © Yassine Gaïdi

nale, recouverte par la confession supposée. C’est dire en quelque sorte : « il n’est pas tout à fait tunisien ». Pourtant, si être juif se réduisait seulement à une question religieuse, je ne serais pas juive puisque je suis athée, et qui plus est antisioniste. Ai-je alors une « culture juive » ? Et cette dernière existe-t-elle ? Sur le plan culturel, je suis plus proche d’un-e Arabe tunisien-ne que d’un-e juif-ve polonais-e. Un juif religieux tunisien et un juif religieux polonais sont certainement unis par une religion commune, mais qu’ai-je culturellement à voir avec un-e juif-ve de Russie ? Or, pour une bonne partie des Tunisien-nes, je suis juive avant d’être tunisienne. Dans son ouvrage *Réflexions sur la question juive* (1946), Sartre disait en substance que c’est l’antisémite qui crée le juif.

Vers l’issue de secours

SB : Quoi qu’il en soit, en tant qu’historienne, je considère que la légende noire voulant que les juif-ves d’Orient aient vécu d’interminables persécutions est fausse. Certes, du fait des législations religieuses, ils et elles ont vécu sous des statuts juridiques discriminatoires ; ils et elles ont également subi des discriminations dans les faits, comme l’obligation de porter des vêtements spécifiques. Mais les sociétés traditionnelles étaient des sociétés à statut gouvernées par la norme religieuse, et cela n’a pas empêché des cohabitations pacifiques et d’étroites parentés culturelles. Il faut donc déconstruire la légende noire d’une souffrance continue et multiséculaire juive dans le monde arabe. Pour autant, je réfute de la même façon la légende dorée, selon laquelle juif-ves et musulman-es

auraient vécu une entente parfaite et sans nuages avant que la colonisation ne vienne tout gâcher. Légendes noire et dorée sont toutes les deux fausses. Revenons à l’histoire.

L’histoire a aussi pour rôle de lutter contre la sacralisation des mots pour revenir au concret. Je me souviens d’une anecdote. Alors que je me trouvais à Oran il y a une dizaine d’années pour un cycle de conférences, je prenais mon petit-déjeuner à l’hôtel avec un jeune acteur algérien qui avait donné un spectacle la veille de mon intervention. Pensant le plus grand mal du régime algérien, il me dit : « Vous vous rendez compte, le régime algérien est pire que le sionisme ! » Pour lui, le sionisme était un équivalent général du mal absolu. Symétriquement, la Palestine est aussi devenue un équivalent général au Maghreb, dans le sens où toutes les oppres-

sions ont un mot : « Palestine ». Or, ces fausses équivalences ne servent en rien le combat des Palestinien-nes pour leur liberté et leur dignité. Ils et elles sont tous les jours plongé-es dans un réel qu’ils et elles doivent combattre.

MS : Je voudrais finir en montrant cette pièce de monnaie, reproduite sur la couverture de l’ouvrage (*voir ill. 1 supra*), qui date de 1927 et a été frappée en Palestine, alors sous mandat britannique. Pour nous, elle est porteuse de symboles car on y lit « Palestine » à la fois en arabe (فلسطين) et en hébreu (פלשתינה). En hébreu, le mot est suivi entre parenthèses des lettres יא, qui signifient « *Eretz Israel* », c’est-à-dire « la terre d’Israël » au sens biblique, un sens dégagé de tout nationalisme. Dans cette pièce-là, il y a une capacité à porter une idée de coexistence égale.

Cette espérance m’amène à dire un dernier mot sur la portée politique de l’antisionisme aujourd’hui. Une des thèses du livre, et pour moi la plus importante, c’est que l’antisionisme est plus que jamais nécessaire aujourd’hui. L’on est devant un tournant historique. D’éminent-es penseur-ses s’accordent à dire que le monde est en train de basculer devant les événements à Gaza. Pour moi, l’essentiel de ce travail comme militante, c’est de chercher une autre voie, et d’entendre dans toutes ces voix-là, à travers un siècle, des gens qui disent : « c’est possible, on peut faire autrement, il faut tourner la page du sionisme ». Ce qui est fondamental, c’est de trouver des issues, de désioniser le régime qui est en place en Israël, d’arriver à obtenir que cet espace, de la mer au Jourdain, soit un endroit où s’installe une démocratie de tous-tes ses habitant-es, en leur donnant des droits égaux. Je ne vois pas quelle autre sortie du tunnel s’offre à nous que celle de l’antisionisme. L’idée était effectivement de parler de l’histoire juive de l’antisionisme – c’est le titre du livre –, afin de rappeler que les juif-ves ont toujours été présent-es pour dénoncer les dangers de l’idéologie sioniste (*voir ill. 7*) et les drames qu’elle générerait. Pour moi, l’issue de secours, c’est la sortie du sionisme.

SB : Je pense, comme Michèle Sibony, que le sionisme ne pourra jamais abandonner sa revendication d’une suprématie juive sur la Palestine. Ce n’est que dans le passage au post-sionisme que l’on pourra commencer à envisager une solution au drame palestinien.